CONGOLAIS ET BELGES RÉUNIS À KINSHASA AUTOUR DU PROJET "BOKUNDOLI"

Comment améliorer l'enseignement de l'histoire de l'Afrique et du Congo dans les écoles de la RD Congo ?" C'est sur cette problématique centrale que des Profs des universités et historiens congolais et belges, ont réfléchi au cours de deux "Journées de l'histoire", organisées au Cercle Elaïs à Kinshasa.

FORUM DES AS
Quotidien d'informations

Aux yeux de ces experts congolais et belges, l'heure a effectivement sonné pour un nouveau paradigme de l'enseignement de l'histoire de l'Afrique et de la RD Congo. Voilà qui justifie la création du projet "Bokundoli", initié par les profs et historiens Sabakinu et Elikya M'bokolo de l'Université de Kinshasa (UNIKIN), en partenariat avec l'Institut pour la démocratie et le leadership politique (IDLP), l'Ong belge Coopération éducation culture (CEC) et l'Association "Investing in people" (IIP). Pour sortir des sentiers battus, de différents thèmes ont été développés au second jour de cette grande messe des professeurs des universités et des historiens. Le prof Elikya M'Bokolo de l'Unikin a planché sur "l'histoire au service de la citoyenneté et de la renaissance culturelle africaine et congolaise". De son côté, le prof Isidore Ndaywel E'Nziem a exposé sur le thème "vers de nouveaux territoires de la décolonisation de l'histoire africaine". Pour leur part, Colette Braeckman du journal belge Le Soir et Mme Amandine Lauro de l'Université libre de Bruxelles (ULB), ont présenté les "commentaires et perspectives belges". En mille et un mot, les sociétaires du projet "Bokundoli" reconnaissent à l'unanimité que l'histoire de l'Afrique et du Congo, telle qu'écrite et enseignée par des Occidentaux, caricature quelque peu la réalité Partant, des Profs et historiens congolais estiment qu'il est temps de corriger les failles et enseigner autrement l'histoire du continent et du pays aux générations actuelles et futures. Question de rétablir toute la vérité. Notamment, en ce qui concerne l'histoire de la colonisation.

LA QUESTION AU CŒUR DES DÉBATS EN BELGIQUE

De par leur essence, les "Journées de l'histoire" sont le résultat d'une synergie entre l'UNIKIN, l'ULB et l'Ong CEC. Elles ont pour objectif d'inviter des chercheurs et enseignants en Histoire de la RD Congo et de Belgique à une réflexion menée au sein du programme Bokundoli, afin d'améliorer l'enseignement de l'histoire de l'Afrique et du Congo-Kinshasa. Lors des travaux de ces Journées organisées du 29 au 30 octobre dernier au cercle Elaïs à Kinshasa, il a été renseigné que parallèlement au travail mené, dans le cadre de ce programme, l'enseignement de l'Histoire du Congo et plus spécifiquement de la colonisation, est à ce jour l'objet de vifs débats en Belgique. C'est donc dans ce contexte que sont nées les Journées de l'histoire qui souhaitent mettre à profit les liens étroits entre historiens congolais et belges, noués dans le cadre des programmes de l'ARES et avec CEC.

UNE VIOLENCE DE QUATRE-VINGTS ANS

Lorsque la " Commission spéciale Congo-passé colonial" décida, voici près d'un an, de confier ses

travaux préparatoires à un groupe d'experts indépendants, ses membres ne se doutaient sans doute ni de l'ampleur de la tâche ni de sa durée. Alors que l'on croyait que quelques semaines suffiraient, il fallut neuf mois pour que soit publié le rapport qui devrait servir de base aux parlementaires. Disons-le sans ambages: ces 600 pages de contributions serrées, étayées par des bibliographies et des témoignages nombreux et qui sont accessibles sur le site de la Chambre, représentent une bombe qui bousculera aujourd'hui encore les certitudes de nombreux Belges", rappelle Colette Braeckman. Et d'ajouter : "(...) En effet, les experts n'y vont pas de main morte : ils détruisent plusieurs "mythes fondateurs" de l'entreprise coloniale, qu'il s'agisse de la " mission civilisatrice", des progrès apportés en matière de santé, d'éducation, de production agricole, d'ordre public ; ils réduisent les 80 ans de présence belge en Afrique à une cruelle histoire d'extraction des ressources, de soumission des populations par la contrainte des lois et surtout par la force des armes. Le Congo a financé et construit lui-même, avec ses ressources propres et le labeur d'une main[1]d'œuvre sous-payée ce qu'on appelait alors une " colonie modèle " : c'est grâce au travail forcé, obtenu à coups de chicotte (ce fouet fait de lanières de peau de rhinocéros...), que se sont construites des routes qui servaient à exporter des produits coloniaux vers les ports et non à relier entre elles les populations congolaises, ce sont des enfants embauchés dans les fermes écoles qui ont édifié les bâtiments des missions et défriché les jardins potagers des religieux, ce sont des populations amenées du Kasaï qui ont assuré le développement de l'industrie minière au Katanga". Selon Colette Braeckman, durant huit décennies, les Congolais ont vécu sous la contrainte et la surveillance policière, ils ont été privés de liberté et surtout, assurent les experts, la violence a été un moteur de l'occupation, associée au racisme, " pierre angulaire " du régime colonial. Elle souligne que ce " racisme fondateur " qui s'est donné libre cours en Afrique centrale expliquerait, de nos jours encore, des actes de discrimination, des attitudes de mépris dont sont victimes les ressortissants d'Afrique et d'ailleurs.

Le rapport rappelle qu'à l'époque de la conquête coloniale, les Belges étaient mus par un sentiment de supériorité, par l'intime conviction que, sur l'échelle des races humaines établie par l'anthropologie physique de l'époque (c'était le temps où, au nom de la science, on mesurait les crânes hu[1]mains...), ils arrivaient en tête du peloton, comme les Européens en général... "Une telle supériorité leur conférait quelques devoirs à l'égard des " peuples inférieurs" (dont celui de les civiliser...), mais surtout des droits d'occupation, d'exploitation, de commandement.

Les experts s'étant mis d'accord sur le texte définitif soumis aux parlementaires (seul l'historien P.E. Plasman a tenu à signer séparément sa contribution), ils assument donc tous les termes utilisés par l'historien Elikya M'Bokolo qui préfère parler de "brutalisme " et non de violence et rappelle que tout ce qui fut naguère dénoncé par Conan Doyle, Casement, Edmund Morel et bien d'autres critiques de l'Etat indépendant du Congo était non seulement véridique mais en dessous de la réalité. Les 80 ans de présence belge en Afrique, une cruelle histoire d'extraction des ressources et de soumission des populations", renchérit[1]elle.

A en croire l'oratrice, le document soumis aux parlementaires comporte cependant des lacunes : le cas du Rwanda, dont le protectorat fut accordé à la Belgique à l'issue de la guerre de 14-18 est abordé très succinctement, le Burundi n'a pas fait l'objet de travaux faute d'experts ; le seul expert désigné, Mgr Nahimana, étant décédé entre-temps, la présence et le rôle de l'Église catholique auraient mérité de plus amples développements.

"En revanche, les parlementaires seront invités à découvrir des pages oubliées, à découvrir des héros méconnus : car il y eut des résistants au Congo, qui se battirent longtemps contre les envahisseurs et se heurtèrent à la force des fusils, des intellectuels tels que Paul Panda Farnana qui prit part à la Première Guerre mondiale dans les tranchées de l'Yser avant de réclamer l'indépendance pour son pays. Il y eut aussi de prophètes tels que Simon Kimbangu, qui prêchait la non-violence et fut emprisonné plus longtemps que Nelson Mandela (c'est à lui que le héros sud-africain rendit hommage

en sortant de prison), des adeptes du kitawala, une "secte" venue d'Afrique australe, qui furent systématiquement persécutés et déportés", explique Colette Braeckman dans son exposé. On rappelle que plusieurs membres du Gouvernement congolais avaient participé à la cérémonie officielle d'ouverture de ces Journées de l'Histoire. Il s'agit des ministres de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), de la Culture, art et patrimoine, de la Jeunesse et Initiation à la nouvelle citoyenneté et de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST).

Le gouvernement belge y a été représenté par sa ministre de l'Education de la Fédération Wallonie belge.

Par Grevisse KABRE